## TIZI-OUZOU

# Imposante marche du RCD

***Tizi-Ouzou s'est de nouveau ouverte, hier, aux mouvements de protestation populaire. Après le FFS qui, en milieu de semaine dernière, donnait le ton du retour des partis politiques à la rue, en commémorant la date de sa création par un meeting sur la place de la mairie, c'est au RCD qu'est revenue cette fois l'initiative d'une marche populaire***.

Certes, ce n'est pas un raz-de-marée qui s'est déversé sur le centre-ville de Tizi-Ouzou, mais ils étaient tout de même venus en grand nombre, les militants et sympathisants du RCD, à cette manifestation dont l'appel a été lancé un mois plus tôt, lorsque intervenait l'officialisation de la mise entre parenthèses la réalisation des projets dont a bénéficié la wilaya pour rattraper un peu de ce sous-développement, comparée à d'autres régions du pays, dans lequel elle se débat depuis notamment le début des années 2000.

La lueur d'espoir de voir enfin Tizi-Ouzou en finir avec son statut d'un des parents pauvres du développement s'est donc estompée aussi vite qu'elle est apparue, mais à en croire les cadres du RCD qui se sont relayés sur la tribune improvisée, il est hors de question que cela passe sans protestation. C'est ce que les centaines de militants et sympathisants du parti se sont égosillés à faire comprendre aux pouvoirs publics, hier, dans les rues du centre-ville de Tizi-Ouzou, comme il était clamé d'ailleurs sur la banderole brandie en tête de la procession.

Tout le long du parcours de la manifestation, partie des abords du campus de l'université de Hasnaoua, les traditionnels slogans hostiles au pouvoir ont été repris à tue-tête par les militants parmi lesquels on relevait notamment la présence de la grande majorité des élus du parti aux assemblées locales ainsi que d'anciens cadres nationaux, à l'instar de Nordine Aït Hamouda.

Si la présence policière était réduite à sa plus simple expression, une grande foule, en revanche, s'est massée des deux côtés de la chaussée non sans que certains parmi les badauds reconnaissent la légitimité de l'action du RCD, eu égard à la conjoncture imposée depuis de longues années qui ne survit que par la grâce de quelques «courageux» investisseurs demeurés sur place malgré toutes les incertitudes, notamment sur le plan sécuritaire.

C'est tout cela que le RCD a voulu dénoncer hier, tout en maintenant à une place de choix la mère des revendications, l'officialisation de tamazight, puisqu'il est désormais acquis que la toute prochaine révision constitutionnelle n'intégrera pas la réhabilitation de tamazight. Hier donc, le RCD a pris à son compte l'œuvre consistant à sortir la société de sa léthargie, et même si les foules n'ont pas accouru, le test de la rue a été passé avec succès.

Photo : DR

Les manifestants dénoncent l'annulation des projets structurants.

D'ailleurs, ils n'étaient pas peu fiers, le militant de base, le sénateur Ikherbane puis la secrétaire nationale aux élus Lila Hadj-Arab qui ont pris la parole à l'issue de la manifestation pour dire, entre autres, qu'ils vont se mobiliser pour le maintien des projets structurants dont a bénéficié la wilaya et d'assurer que la décision de les annuler ne passera pas aussi facilement que les pouvoirs publics le croient.

«La situation n'est pas propre à la Kabylie et ne doit pas se limiter à la seule Kabylie, sauf que cette dernière demeurera en tête du combat pour faire aboutir le projet démocratique», a assuré le jeune militant du bureau de Tizi-Ouzou chargé d'ouvrir les discours de cette manifestation qui s'est déroulée sans le moindre incident et dans une ambiance bon enfant.

**M. Azedine**

## IL L'ACCUSE DE TENIR UN DISCOURS IRRATIONNEL ET INSENSÉ

# Amar Ghoul s'en prend à nouveau à l'opposition

***Le président de TAJ reprend ses attaques contre l'opposition qu'il accuse de tenir un discours «insensé», «irrationnel» pour la simple raison que celle-ci, ou une partie de celle-ci, appelle à descendre dans la rue.***

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Amar Ghoul prend visiblement du plaisir à écorcher l'opposition. Mettant à profit, hier, une cérémonie à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Adha et du 10e anniversaire de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale, il s'en est, à nouveau, pris avec virulence, à l'opposition.

Celle dont les chefs appellent le peuple à descendre dans la rue. «Il y a des partis qui appellent à sortir dans la rue, c'est un discours insensé, irrationnel. C'est une aventure avec les acquis du peuple et avec le pays. C'est jouer avec la stabilité et la sécurité du pays», assènera-t-il. Ne s'arrêtant pas là, Ghoul affirme que ces partis, en agissant de la sorte, démontrent «qu'ils n'ont pas de programmes», encore moins «d'alternatives à présenter au peuple».

Et de jouer au moralisateur en invitant ces mêmes partis qu'il ne nommera pas, à «élever le niveau» et à «exposer des alternatives concernant les défis auxquels fait face le pays, soit la sécurité et la stabilité du pays. Nous les appelons à la sagesse et à la culture de responsabilité, à mettre l'intérêt suprême de la nation au-dessus de tout», soutiendra-t-il. Par ailleurs, le président de TAJ réitérera sa revendication de constitutionnaliser la Réconciliation nationale qui, selon lui, doit être «consacrée aussi bien dans le préambule du premier texte du pays que clairement signifiée dans un article». Une politique dont les acquis sont «immenses» et «précieux», nécessitant qu'on «les préserve, qu'on les consolide et qu'on les promeuve pour ne pas les oublier». Pour lui, cette politique est devenue une «carte diplomatique et politique de l'Etat pour son exportation dans les pays à conflits».

«Les grands de ce monde se réfèrent à l'Algérie et sa politique de réconciliation nationale quand ils traitent des problèmes des autres pays.» Evoquant la prochaine révision constitutionnelle, Ghoul affirmera qu'elle sera «consensuelle et prospective», réaffirmant sa confiance «totale» en le président de la République.

Photo : NewPress

Amar Ghoul, président de TAJ.

**M. K.**

## DERNIERS CHANGEMENTS OPÉRÉS PAR LE PRÉSIDENT

# «Procédures normales», selon Djaballah

***Pour le Front pour la justice et le développement (FJD), les derniers changements opérés par la présidence à l'échelle de certaines structures de l'Etat relèvent de «procédures normales» qu'il serait illusoire de mettre dans le sillage de la construction d'un Etat civil.***

Dans un communiqué sanctionnant les travaux d'une réunion de son bureau exécutif national, le parti que préside Abdallah Djaballah estime que cet Etat civil «constitue un espoir que nous nourrissons mais la lutte pour sa concrétisation est encore longue», considérant que la question nécessite un «changement de convictions au sein des élites au pouvoir pour que les idées de la corruption, du totalitarisme disparaissent et laissent la place à la logique de la justice et du droit et la nation deviendra celle du droit au sein du pouvoir».

Photo : NewPress

Abdellah Djaballah, président du FJD.

Au sujet des déclarations d'un haut responsable d'un secteur sensible de l'Etat et tout ce qu'elles comportent comme accusations graves, le mouvement rappelle sa revendication d'une «enquête au sujet de déclarations similaires à l'occasion des dernières élections présidentielles» et ce, précise-t-il, «dans le cadre du respect des droits et des libertés et la transparence de la justice et son équité». Et d'avertir le pouvoir quant à une exploitation de cette situation pour «des rendements de comptes et davantage de fermeture» car, selon lui, la liberté d'expression et la sauvegarde de la dignité des personnes sont des «conditionnalités de la citoyenneté».

Le FJD réitère, par ailleurs, sa revendication phare, une réconciliation «globale qui tourne la page du passé et consacre les libertés sans discrimination», estimant que «la réconciliation qui prive certains de leurs droits et de leurs libertés n'en est pas une».

Il estime, également, que «la discussion autour de la révision de la Constitution a pris beaucoup de temps», s'interrogeant sur les amendements qui y seront apportés.

Le front s'interroge aussi sur «l'absence de toute politique à même de venir à bout du fléau de la corruption et permettre de récupérer l'argent public dilapidé et la poursuite des bénéficiaires».

**M. K.**